

tenue sous la présidence de Monsieur BESSE, assisté(e)
de Monsieur BARES et Monsieur DELOHEN, Conseillers
En présence de Monsieur VAUTERIN, Rapporteur public
Madame DUMONTEIL, Greffière

10 heures 30

01)	DOSSIER N° 2318372	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE
Titre de l'affaire	OQTF 3 mois - Recours contre la décision du 16/11/2023 prise par le Préfet d la Loire Atlantique portant sur le refus de délivrer un titre de séjour, sur l'obligation de quitter le territoire dans un délai de 30 jours et fixant le pays dedestination.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame . ÉPOUSE . Marie Martha	Maître DANET Clémentine
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
02)	DOSSIER N° 2400305	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE
Titre de l'affaire	OQTF 3 mois - Rdcours contre la décision en date du 17 octobre 2023, prise par Monsieur le Préfet de la Loire-Atlantique refusant un titre de séjour, obligeant à quitter le territoire français dans un délai de 30 jours et fixant le pays de retour	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Alseny	Maître POULARD Emmanuelle
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
03)	DOSSIER N° 2400438	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE
Titre de l'affaire	OQTF 3 mois + Refus de titre de séjour - Recours contre la décision du 27 novembre 2023.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Andi	SELARL DESMARS BELONCLE BARZ CABIOCH
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

10 heures 30

04)	DOSSIER N° 2400860	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE
Titre de l'affaire	OQTF 3 mois - Recours contre L'arrêté n° 23-270 du 7 mars 2023 par lequel le Préfet de la Sarthe lui a refusé la délivrance d'un titre de séjour « étranger malade » et a assorti sa décision d'une obligation de quitter le territoire français dans un délai de 30 jours.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . FATOUMIA	SCP PIGEAU CONTE MURILLO
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	
05)	DOSSIER N° 2215209	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	ETRANGERS - Recours contre décision portant refus de regroupement familial sur place opposé aux requérants par le Préfet de la Région Pays de la Loire et de la Loire Atlantique le 28 octobre 2022 notifiée postérieurement	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Dmitry Madame . Margarita	Maître PRELAUD Clara Maître PRELAUD Clara
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
06)	DOSSIER N° 2214431	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	ETRANGERS - Recours contre la décision du 13.10.2022 notifié le 20.10.2022 déclarant irrecevable la demande de titre de séjour en tant que parent d'enfant français.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Mohamed Chris	Maître GUILBAUD Zoé
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	

10 heures 30

07)	DOSSIER N° 2214635	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	ETRANGERS - Recours contre la décision de la préfecture de la Loire-Atlantique du 05/09/2022 portant refus de titre de séjour et rappel d'obligation de quitter le territoire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Anis	Maître GOUARD Thomas
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
08)	DOSSIER N° 2215049	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	Recours contre la décision du préfet de la Loire-Atlantique le 30 août 2022 portant refus de délivrance d'une carte de résident UE de longue durée.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Pavel	Maître LEUDET Emmanuelle
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
09)	DOSSIER N° 2207916	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	ETRANGERS - Recours contre la décision de cessation des conditions matérielles d'accueil prise par l'OFII le 7 décembre 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	. Ibn Abdoulaye Mahamat	Maître LAPLANE Antoine
Défendeur	OFFICE FRANCAIS DE L'IMMIGRATION DE L'INTEGRATION	

tenue sous la présidence de Monsieur BESSE, assisté(e)
de Monsieur BARES et Monsieur DELOHEN, Conseillers
En présence de Monsieur VAUTERIN, Rapporteur public
Madame DUMONTEIL, Greffière

09 heures 15

01) DOSSIER N° 2214641 RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES

Titre de l'affaire Recours contre la mise en disponibilité d'office depuis le 28/01/2021

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Nicole	SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	RECTRICE DE L'ACADEMIE DE NANTES	

02) DOSSIER N° 2303721 RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES

Titre de l'affaire Recours en annulation contre l'arrêté de en disponibilité d'office du 28 octobre 2022 au 28 février 2023.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Nicole	SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	RECTRICE DE L'ACADEMIE DE NANTES	

03) DOSSIER N° 2207847 RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES

Titre de l'affaire Recours contre la décision d'annulation de la pension civile de retraite ayant cause n° 07 257 898 du 7 Mai 2007 à compter du 10/10/2017 et recouvrement du trop perçu.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Michel Henri Marcel	Monsieur . Michel Henri Marcel
Défendeur	MINISTERE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE	

09 heures 15

04)	DOSSIER N° 2208127	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	Recours contre une décision du Service des Retraites de l'Etat portant refus d'une demande de révision d'une pension de retraite	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Hervé	LEX PUBLICA (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE	
05)	DOSSIER N° 2208971	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	Recours contre la décision du 5 mai 2022 du service des retraites de l'Etat de rejet d'une demande de rectification du montant brut d'une pension de retraite	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	. Albert	Maître JANURA Cécile
Défendeur	MINISTERE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETE	
06)	DOSSIER N° 2214351	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	NATURALISATION	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Dugagjin	SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
07)	DOSSIER N° 2214391	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	NATURALISATION	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame . Anita Deda	SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

08)	DOSSIER N° 2214392	RAPPORTEUR: Monsieur Mathieu BARES
Titre de l'affaire	NATURALISATION	
Nom des parties		
Demandeur	Monsieur . Ilir	Représentants des parties SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
09)	DOSSIER N° 2204546	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision du 25 février 2022 par laquelle le préfet de la région Pays-de-la-Loire, préfet de la Loire-Atlantique, a rejeté la demande de réévaluation du montant de l'indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise qui a été attribué suite à l'affectation à la préfecture.	
Nom des parties		
Demandeur	Monsieur . Julien Alexandre Guillaume	Représentants des parties Monsieur . Julien Alexandre Guillaume
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE ET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE	
10)	DOSSIER N° 2206340	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Detenu - recours contre la décision du 26/04/2022 sanctionnant à 20 jours de cellule disciplinaire	
Nom des parties		
Demandeur	Monsieur . Lewis	Représentants des parties Maître LAPLANE Antoine
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	
11)	DOSSIER N° 2209370	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision en date du 13 mai 2022 par laquelle la directrice du centre pénitentiaire de Nantes a retiré définitivement le permis de visite à la compagne du requérant	
Nom des parties		
Demandeur	Madame . Charlotte	Représentants des parties Maître PICARDA Pauline
Défendeur	MINISTERE DE LA JUSTICE	

09 heures 15

12)	DOSSIER N° 2209620	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision explicite de rejet prise par l'Institut Mines Telecom (IMT), le 3 juin 2022, sur recours administratif indemnitaire préalable formé le 5 avril 2022.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Frédéric	RINEAU & ASSOCIES SOCIETE D'AVOCATS
Défendeur	IMT ATLANTIQUE BRETAGNE PAYS DE LA LOIRE INSTITUT MINES TELECOM DE PALAISEAU	Maître ANDRE Thomas (Cour)
13)	DOSSIER N° 2210134	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision implicite de rejet née du silence de deux mois gardé par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema), à la suite de la demande, en date du 15 avril 2022, de réexamen de mon Complément Indemnitaire Annuel au titre de l'année 2021.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Christophe	Monsieur . Christophe
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSIT, DE LA FORÊT, CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES L'ENVIRONNEMENT	
14)	DOSSIER N° 2210396	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre l'arrêté du conseil départemental de la Sarthe du 01/06/2022 portant sur la révision du montant de la retraite accordée.	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur . Régis	Maître GUIDDIR Yacine (Cour)
Défendeur	DEPARTEMENT DE LA SARTHE CAISSE DES DEPOTS BORDEAUX (CNRACL, FSPOEIE, ATIACL, RISP)	

09 heures 15

15)	DOSSIER N° 2211416	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision implicite de rejet du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) du 4 juillet 2022 née de son silence de deux mois gardé à la suite de la demande du 4 mai 2022, de réexamen du coefficient de modulation individuel et de la dotation finale d'indemnité spécifique de service au titre de l'année 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Nicolas Vittorio	Monsieur . Nicolas Vittorio
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSIT, DE LA FORÊT, CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES L'ENVIRONNEMENT	
16)	DOSSIER N° 2212707	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	Recours contre la décision implicite de rejet née du silence de deux mois gardé par le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), à la suite de la demande, en date du 09/06/2022, de réexamen du coefficient de modulation individuel et de la dotation finale d'indemnité spécifique de service au titre de l'année 2020.	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Jacques Basile	Monsieur . Jacques Basile
Défendeur	MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE, DE LA BIODIVERSIT, DE LA FORÊT, CENTRE D'ETUDES ET D'EXPERTISE SUR LES RISQUES L'ENVIRONNEMENT	
17)	DOSSIER N° 2213388	RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN
Titre de l'affaire	NATURALISATION - rejet	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Carl	Maître DIENG Mahmadane
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 15

22)

DOSSIER N° 2213740

RAPPORTEUR: Monsieur Damien DELOHEN

Titre de l'affaire Naturalisation - ajournement à deux ans à compter du 25/01/2022.

Nom des parties

Demandeur

Madame . Makemin Adjara

Défendeur

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Représentants des parties

Maîtres TRAORE Ibrahima (Cour)

Arrêté le 13/03/2025

Le président du tribunal

tenue par Monsieur BESSE, magistrat-désigné
En présence de Madame MERLET, Greffière

11 heures 00

01) DOSSIER N° 2408292 RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE

Titre de l'affaire OQTF 6 SEMAINES - Recours contre la décision du préfet de la Sarthe en date du 2 juin 2024 portant oqtf.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Loné	Maître CHAMKHI Ismahène
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	

02) DOSSIER N° 2410650 RAPPORTEUR: Monsieur Pierre BESSE

Titre de l'affaire OQTF 6 semaines - Recours contre la décision portant rejet de demande de titre de séjour et obligation de quitter le territoire avec délai de 30 jours prise par le Préfet de la Sarthe le 13 juin 2024.

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur . Olivier	SELARL BENGONO
Défendeur	PREFECTURE DE LA SARTHE	

Arrêté le 13/03/2025
Le président du tribunal